

CONTRE L'AGGRAVATION DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL !

La direction annonce qu'il n'y aura que deux semaines de congé cet été (du 27 juillet au 07 août) et la troisième pourrait se prendre en accord avec la hiérarchie. D'autre part, elle repousse les 10 jours de RTT de 2020 au 2^{ème} semestre 2021.

Elle justifie cette attaque par la non-activité dans les ateliers pendant le confinement et nous ressort le risque de pénalités qu'elle aurait à payer du fait du retard à la livraison.

Le patron est à l'offensive : sur les deux mois de confinement, la direction nous a pris 11 jours de RTT à tout le personnel y compris ceux des bureaux qui ont travaillé à domicile (TAD). Si la direction a indemnisé le chômage partiel à 100%, elle ne paie que 16% puisque 84% sont payés par l'état. Maintenant, elle vient se plaindre du retard pris par la production et elle en profite pour imposer un véritable harcèlement dans le travail. Elle généralise quasiment le travail en 2x8, met en place une équipe de nuit en chaudronnerie, les heures supplémentaires en permanence, les jours fériés travaillés.



Ce qui compte pour le patron, c'est produire de plus en plus et toujours plus vite alors qu'il dit ne connaître la situation des commandes qu'à peine au-delà d'un an ou deux. Mais pour lui, le peu de commandes qu'il y a, il faut le faire le plus vite possible, en partie à cause de la concurrence dit-il, mais c'est de là qu'il tire la plus-value, ses profits sur notre travail.

C'est une politique générale de tout le grand patronat. Dès le début du confinement, le gouvernement, par décret, annonce que la semaine de travail pourra être de 60 heures, que les patrons pourront remettre en cause les congés au nom de la reprise économique, voire de l'intérêt général. En réalité, c'est un leurre ! Les grands patrons qui exercent réellement le pouvoir économique se moquent de l'intérêt de la



collectivité, pour eux, seuls leurs affaires et leurs profits comptent. Certains ont amusé la galerie en faisant croire qu'ils se verseraient moins de salaires mais pour les actionnaires, ils continuent à s'enrichir toujours plus. D'un côté, le gouvernement, la BCE ont ouvert le tiroir caisse pour soutenir les riches patrons jusqu'à hauteur de 1650 milliards d'€, de l'autre côté, les entreprises comme Renault annoncent des fermetures d'usine, Ryanair fait un chantage aux salariés « soit on baisse les salaires, soit on licencie ». Combien d'usines ont pratiqué ce

chantage, comme Continental dans l'Oise, pour au final fermer quant même l'usine.

Ici, sur le site, c'est General Electric qui joue au yoyo avec la délocalisation d'heures de travail où le patron sort gagnant en faisant avaler des couleuvres à certains syndicats qui viennent de signer un accord qui remet en cause les jours de congé, impose des heures supplémentaires ; mais quelle garantie avons nous que le patron n'appliquera pas ce qu'il avait prévu ? Entre lui et nous les salariés, c'est une question de rapport de force.

L'économie capitaliste est en crise et elle est incapable d'organiser l'activité en fonction des besoins de la population et de planifier la production générale. Seul le profit compte. La contradiction fondamentale vient d'un côté des capacités illimitées de production et de l'autre du marché solvable qui n'est pas extensible dans une jungle où les patrons sont en concurrence les uns avec les autres.

Il faut que nous, les salariés, nous défendions nos intérêts, nos conditions de travail et surtout notre emploi car nous n'avons que cela pour vivre.

Les patrons nous mènent la guerre pour sauver leurs profits dans cette économie en crise. Alors nous devons sauver nos conditions d'existence. Renault justifie ses fermetures d'usines parce qu'ils



n'arrivent pas à vendre. et bien qu'est ce qui l'empêche de les vendre à pris coutant ? Il y a une baisse de commandes alors nous devons imposer au patron qu'il repartisse le travail entre tous, quitte à travailler moins mais sans perte de salaire. Nous devons refuser toute forme de chantage, nous y serons perdants car c'est le patron qui tient les rênes et qui décide. Il peut affirmer la main sur le cœur qu'il va créer 1000 emplois à GE pour se retrouver avec des centaines de suppressions d'emplois au final !

Alors il n'y a aucune raison d'accepter que le patron touche à nos jours de RTT car c'est une attaque sur nos salaires d'autant qu'il n'y aura pas d'augmentation individuelle cette année ! Les salariés de Bombardier à Crespin se sont mis en grève la semaine dernière contre la remise en cause de leurs RTT et la direction vient de reculer.

Les patrons ont besoin de notre travail, ils ont assez pleuré pendant le confinement alors prenons confiance dans notre force collective comme ceux des hôpitaux qui se mobilisent, refusons à la direction le droit de remettre en cause nos congés et nos jours RTT !